

Questions(Réponses en vert):

Se délocaliser dans le Nord de l'Italie, sous le régime du forfait fiscal, pour mon épouse et moi-même, pour le 01/0X/202X .

A' l'appui :vente de notre résidence principale à Paris , et location long terme , voir achat, d'un appartement dans le Nord de l'Italie.

Situation personnelle :

Profession..., marié sous le régime de la séparation des biens. X enfants majeurs.

Patrimoine:

Actifs financiers personnels : environ XM

Vente de la résidence principale : XM

Total actifs personnels : XM

Ces actifs financiers seront gérés via un compte titre au Lux

3 sociétés civiles à l'IS , détenu à 99% par moi-même :

Détails :

SCI A :Holding en report d'imposition (plus-value en report d'imposition XM)

« Exit Tax » au 01/0X/202X sera de XK (plus-value latente)

Autres actifs immobiliers , 3 lots en location : valorisation :XK

Dettes : XK

Cash XM

Donc valeur de XM

SCI B : Holding en report d'imposition (plus-value en report d'imposition XM)

« Exit Tax » au 01/0X/200X sera de XM (montant de la plus-value latente)

Actifs immobiliers en location en cours de vente : XM

Cash: XM

Donc valeur de XM

Société C,

Au 01/0X/202X « Exit Tax » sera XM (montant de la plus-value latente)

Cash : XM
Donc valeur de XM

Pendant les 5 années post expatriation :

SCI A restera en France et je ne serai plus le dirigeant
SCI B restera en France et je ne serai plus le dirigeant 3 ans après (202X) ; par la suite, je ferai une donation de la nue-propriété à mes X enfants ; nous aurons mon épouse et moi un abattement fiscal de XK , et sur le surplus on paiera les droits.

Société C restera en France (je ne serai plus le dirigeant) , en revanche j'envisage à chaque fin d'année de distribuer 40% du résultat après IS, en **bénéficiant du taux réduit de la retenue à source de 12,8%** (distribution XK) **Si vous résidez en Italie, il y aura d'abord la retenue à la source de 15% puis le droit interne italien s'applique.**

Je recevrai en 202X et en 202X , de l'ordre de XK de dividendes sur les 2 années, venant de participations minoritaires **avec une retenue à la source de 12,8%** . **Si vous résidez en Italie, il y aura d'abord la retenue à la source de 15% puis le droit interne italien s'applique.**

Après 5 ans en Italie , j'envisage de liquider (boni de liquidation) SCI A et Société C et garder SCI B dont je resterai usufruitier avec mon épouse .

Question:

Si l'on s'installe en Italie dans le cadre du forfait fiscal à 100K par an , est-il possible de s'appuyer sur la conventions fiscales entre la France et l'Italie ? **Avant de s'appuyer sur la Convention fiscale, il faudra d'abord s'appuyer sur le droit interne des 2 pays.**

Ma préoccupation concerne la remise en cause de ma domiciliation en Italie par l'administration fiscale française :

Est-ce que s'applique le droit interne de chaque pays ? (Article 4 B en France)
Dans un premier lieu, certainement.

Ou est-ce que c'est la convention fiscale entre la France et l'Italie qui permet de déterminer le lieu de résidence ? **Non, d'abord le droit interne des 2 pays.** Mais qu'en est-il de l'applicabilité de cette convention fiscale (en particulier par la France) dans le cadre d'une résidence en Italie sous le régime du forfait fiscal à 100K par an ? **D'abord, à l'heure actuelle, ce régime fiscal de faveur n'a pas été remis en cause comme non constitutionnel. A' mon avis fait partie de la tendance de transformer beaucoup d'impôt, en impôt à forfait. Un peu l'équivalent des retenues à la source à titre libératoire qui existent en France. En Italie, mis à part ce forfait fiscal existent désormais, entre autres, la « cedolare secca » pour les locations, et « l'imposta sostitutiva » pour les dividendes,**

Ce n'est pas comment l'impôt a été décliné dans l'Etat de la résidence, qui puisse mettre en cause la résidence fiscale.

Parce que dans mon cas, si c'est le droit interne, le 3ième paragraphe de l'article 4B , qui stipule que le "centre des intérêts économiques en France ", +50% de mon patrimoine en valeur restera en France ?

Après le droit interne, si vous étiez considéré résident des 2 Etats, ça suffit de s'arrêter à la lettre a de l'article 4 de la Convention, pour décider que vous êtes résident fiscal de l'Italie, car vous avez simplement un foyer d'habitation permanent(en Italie).

Convention :

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats, sa situation est réglée de la manière suivante : a) Cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent

Autre possibilité mais n'ayant pas notre préférence :

C'est d'opter pour le régime des retraités dans le sud de l'Italie et en Sardaigne avec un taux de taxation à 7% **C'est possible**

Même question , peut-on faire valoir la convention fiscale entre la France et l'Italie afin d'éviter le droit interne de chaque pays et en particulier celui de la France pour éviter la remise en cause de la domiciliation fiscale par rapport au paragraphe " centre des intérêts économiques en France". **Déjà répondu.**

JE QUITTE LA FRANCE, SUIS-JE CONCERNÉ PAR "L'EXIT TAX" ?

Conditions d'imposition

Si vous transférez votre domicile fiscal hors de France, vous êtes imposable, sous certaines conditions, à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux au titre de vos plus-values latentes, de vos créances trouvant leur origine dans une clause de complément de prix et de vos plus-values de cession ou d'échange placées sous un régime de report d'imposition.

Vous êtes concerné si vous avez été résident fiscal français pendant au moins six ans au cours des dix années précédant le transfert de votre domicile à l'étranger et si vous détenez des droits sociaux, titres ou droits atteignant une valeur globale d'au moins 800 000 € ou représentant au moins 50 % des bénéfices sociaux d'une société.

Toutefois, vous pouvez bénéficier d'un sursis de paiement et un dégrèvement est prévu dans certaines situations.

Pour les transferts de domicile fiscal hors de France intervenant à compter du 1er janvier 2019, certains aménagements sont apportés à ce dispositif, sans effet rétroactif pour les contribuables ayant transféré leur domicile fiscal antérieurement à cette date (article 112 de la Loi de finances pour 2019).

Sursis d'imposition

Le contribuable transférant son domicile hors de France peut bénéficier d'un sursis de paiement des impositions établies à ce titre. Ce sursis est soit automatique, soit accordé sur demande faite via le formulaire n° 2074 ETD accompagné d'une proposition de garantie.

Le sursis sur demande qui concernait les contribuables transférant leur domicile dans un Etat tiers à l'Espace économique européen ne s'applique plus, depuis 2019, qu'à ceux transférant leur domicile dans un ETNC (Etat considéré comme non coopératif) ou dans un Etat ou territoire hors UE n'ayant pas conclu avec la France des conventions d'assistance à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et d'assistance au recouvrement (Loi 2018-1317 du 28-12-2018 art. 112).

Attention : pour les transferts réalisés à compter du 22 novembre 2019, la demande doit être déposée au plus tard 90 jours avant ce transfert (CGI annexe III, article 41 ter viciés A), et non plus dans les 30 jours précédant celui-ci.

En cas de transferts successifs dans un Etat éligible au sursis de droit, puis dans Etat éligible au sursis sur option, une demande peut être faite à la suite de ce deuxième transfert. Elle devra l'être au moins 90 jours avant celui-ci.

Dégrèvement sous conditions

Le nouveau dispositif prévoit une diminution du délai à l'expiration duquel le contribuable pourra obtenir le dégrèvement de l'exit tax en sursis de paiement (sauf cession, rachat-annulation des titres ou liquidation de la société intervenant dans l'intervalle). Ce délai est porté de 15 ans à 5 ou 2 ans selon le cas :

- 2 ans pour les contribuables dont la valeur des titres dans le champ de l'exit tax est inférieure à 2.570.000 euros ;

- 5 ans pour ceux dont la valeur est supérieure à 2.570.000 euros.

Ce dispositif vise désormais les titres de sociétés à prépondérance immobilière soumises à l'impôt sur les sociétés au jour du transfert de domicile fiscal du contribuable.

Pour mémoire, pour les transferts de domicile fiscal intervenus entre le 3 mars 2011 et le 31 décembre 2013 : le délai de conservation des titres permettant d'obtenir un dégrèvement de la fraction de l'exit tax portant sur l'impôt sur le revenu est de 8 ans. A l'issue de ce délai, la fraction de l'exit tax portant sur les prélèvements sociaux reste dûe.

Obligations déclaratives

Le dispositif de l'Exit tax s'articule autour de deux déclarations :

- la déclaration n°**2074-ETD** à souscrire **au titre du transfert du domicile fiscal hors de France** qui permet de déclarer les plus-values latentes, les créances trouvant leur origine dans une clause de complément de prix ainsi que les plus-values en report d'imposition que vous détenez à la date du transfert de votre domicile fiscal hors de France ;

- la déclaration n°**2074-ETS**, à souscrire **au titre des années suivant celle du transfert du domicile fiscal hors de France**, qui permet d'assurer le suivi de vos impositions.

Cette déclaration est déclinée en plusieurs versions en fonction de la date à laquelle vous avez transféré votre domicile fiscal hors de France :

- la déclaration n° 2074-ETS1 si vous avez transféré votre domicile fiscal hors de France en 2011 ou 2012 ;

- la déclaration n° 2074-ETS2 si vous avez transféré votre domicile fiscal hors de France en 2013 ;

- la déclaration n° 2074-ETS3 si vous avez transféré votre domicile fiscal hors de France depuis 2014. Dès lors que vous avez transféré votre domicile fiscal hors de France en 2018, vous êtes concerné par la déclaration 2074-ETS3 (vous devrez indiquer sur la première page de la déclaration à la ligne « votre adresse » votre adresse au moment du dépôt de la déclaration. Vous devrez également rappeler votre ancienne adresse).

Vous devez souscrire ces déclarations dans les mêmes délais que votre déclaration de revenus.

Si vous bénéficiez du sursis de paiement total, de droit ou sur option, et qu'aucun évènement mettant fin au sursis de paiement ou entraînant un dégrèvement n'est intervenu en 2018, vous devez compléter une déclaration **2074-ETSL**.

En outre, vous devez reporter case 8TN de la déclaration 2042C le montant global des droits en sursis de paiement (report de la déclaration 2074 ETS lorsqu'elle est complétée).

Si, une fois établi à l'étranger, vous transférez de nouveau votre domicile fiscal dans un pays différent, ce nouveau transfert peut avoir des conséquences sur votre imposition. Ainsi, vous devez, dans les 2 mois qui suivent ce changement de domicile fiscal, en informer sur papier libre le SIP Non-Résidents de la Direction des Impôts des Non-Résidents (DINR), dont l'adresse est la suivante :

DINR, Service des Impôts des Particuliers Non-résidents, 10 rue du Centre - TSA 10010, 93465 Noisy Le Grand Cedex, FRANCE.

Si les imprimés (déclaration et notice) ne sont pas encore disponibles l'année du départ, prenez le millésime le plus récent.

Exemple : "transfert début d'année N", imprimé non encore disponible, prendre 2074ETD N-1, barrer l'année indiquée 2074ETD ~~N-1~~ et la remplacer par l'année de départ N.

MAJ DINR PART le 09/05/2023

Projet d'expatriation ? Attention à « l'exit tax »!

Vous résidez en France et envisagez de transférer votre domicile à l'étranger ?

Quelles sont les conséquences fiscales du déménagement à l'étranger ? Tout savoir sur la notion d'« Exit tax » et sur son champ d'application.

Qu'est-ce que « l'exit tax » ?

En principe, le transfert du domicile fiscal hors de France entraîne l'imposition immédiate :

- Des plus-values latentes existantes sur les droits sociaux lorsque le contribuable :
 - Détient plus de 50% des bénéfices sociaux d'une société, ou
 - Lorsque leur valeur excède 800.000€
- Des créances de complément de prix,
- Et des plus-values en report d'imposition.

Des mesures de tempérament existent pour les contribuables qui ne résidaient pas en France de manière continue au cours des 10 dernières années précédant le départ.

« L'exit tax » ne concernent que les contribuables entrepreneurs ou investisseurs qui détiennent une participation significative dans une société.

Comment éviter « l'exit tax » ?

Le contribuable qui est confronté à la problématique de « l'exit tax » peut bénéficier d'un sursis de paiement de l'impôt dû sur la plus-value, sursis qui est automatique s'il s'installe dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat ayant conclu avec la France une convention d'assistance contre la fraude fiscale et permettant le recouvrement des créances fiscales.

Au cas contraire, le sursis doit faire l'objet d'une demande expresse, préalable au départ. Le contribuable devra également constituer des garanties au profit du Trésor Public.

Que se passe-t-il en cas de cession ou de donation des droits sociaux bénéficiant du sursis de paiement ?

Les plus-values deviennent imposables en France dans les conditions de droit commun, sur la base de la valeur des titres au moment de l'évènement mettant fin au sursis.

Les plus-values sont également imposables aux prélèvements sociaux en vigueur au moment du transfert de domicile hors de France (17,2% à l'heure actuelle).

Quelle est la durée de l'obligation de conservation des titres ?

Au terme d'un délai de :

- 2 ans à compter de la date de son départ de France,
- 5 ans pour les contribuables dont la valeur globale des titres excède 2,57M€ à la date du transfert,

Le contribuable, résidant par hypothèse toujours à l'étranger, pourra céder ses titres faisant l'objet du sursis de paiement, sans générer d'imposition en France au titre de « l'exit tax ». Les conséquences fiscales potentielles d'une telle cession de titres devront néanmoins faire l'objet d'une étude approfondie, tant du point de vue de la fiscalité de l'état de résidence du contribuable, que du point de vue Français.

Point d'attention !

La donation des titres objet du sursis n'entraîne pas nécessairement l'imposition immédiate des plus-values latentes, dans la mesure où le contribuable est en capacité de démontrer que la donation n'a pas pour motif principal d'éluider l'impôt.

Attention !

Certains contribuables sont soumis à une obligation de déclaration annuelle de suivi des impositions en sursis de paiement.

Seule une analyse approfondie de votre situation personnelle permettra de planifier les conditions de votre départ en vue de ne pas être soumis à « l'exit tax ».

Attention !

Nous attirons votre attention sur le fait que le dispositif de « l'exit tax » fait l'objet de discussions actuellement dans le cadre des discussions sur le Projet de Loi de Finances pour 2023, discussions allant dans le sens d'un durcissement du dispositif. **Seule une analyse approfondie de votre situation personnelle nous permettra de vous conseiller sur les bonnes pratiques à respecter en vue de sécuriser votre situation au plan fiscal.**

Nos avocats se tiennent à votre disposition pour répondre à toutes vos questions et vous conseiller. Nos entretiens peuvent se tenir en présentiel ou en visio-conférence. Vous pouvez prendre rendez-vous directement en ligne sur www.agn-avocats.fr.

Article 4 B C.G.I.

1. Sont considérées comme ayant leur domicile fiscal en France au sens de [l'article 4 A](#) :

- a. Les personnes qui ont en France leur foyer ou le lieu de leur séjour principal ;
- b. Celles qui exercent en France une activité professionnelle, salariée ou non, à moins qu'elles ne justifient que cette activité y est exercée à titre accessoire ;

Les dirigeants des entreprises dont le siège est situé en France et qui y réalisent un chiffre d'affaires annuel supérieur à 250 millions d'euros sont considérés comme exerçant en France leur activité professionnelle à titre principal, à moins qu'ils ne rapportent la preuve contraire. Pour les entreprises qui contrôlent d'autres entreprises dans les conditions définies à l'article [L. 233-16](#) du code de commerce, le chiffre d'affaires s'entend de la somme de leur chiffre d'affaires et de celui des entreprises qu'elles contrôlent.

Les dirigeants mentionnés au deuxième alinéa du présent b s'entendent du président du conseil d'administration lorsqu'il assume la direction générale de la société, du directeur général, des directeurs généraux délégués, du président et des membres du directoire, des gérants et des autres dirigeants ayant des fonctions analogues ;

- c. Celles qui ont en France le centre de leurs intérêts économiques.

2. Sont également considérés comme ayant leur domicile fiscal en France les agents de l'Etat, des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger et qui ne sont pas soumis dans ce pays à un impôt personnel sur l'ensemble de leurs revenus.

Dispositivo dell'art. 2 TUIR

Fonti → [Testo unico delle imposte sui redditi](#) → [Titolo I - Imposta sul reddito delle persone fisiche](#) → [Capo I - Disposizioni generali](#)

1. Soggetti passivi dell'imposta sono le persone fisiche, residenti e non residenti nel territorio dello Stato.

2. Ai fini delle imposte sui redditi si considerano residenti le persone che per la maggior parte del periodo d'imposta, considerando anche le frazioni di giorno, hanno la residenza ai sensi del codice civile o il domicilio nel territorio dello Stato ovvero sono ivi presenti. Ai fini dell'applicazione della presente disposizione, per domicilio si intende il luogo in cui si sviluppano, in via principale, le relazioni personali e familiari della persona. Salvo prova contraria, si presumono altresì residenti le persone iscritte per la maggior parte del periodo di imposta nelle anagrafi della popolazione residente⁽¹⁾.

2-bis. Si considerano altresì residenti, salvo prova contraria, i cittadini italiani cancellati dalle anagrafi della popolazione residente e trasferiti in Stati o territori diversi da quelli individuati con decreto del Ministro dell'economia e delle finanze, da pubblicare nella Gazzetta Ufficiale.

Articolo 4 Convention France-Italie in materia di imposte sul reddito

Residenti.

In vigore dal 01/05/1992

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "residente di uno Stato" designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono assoggettate ad imposta in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato o per il patrimonio ivi situato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è residente di entrambi gli Stati, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato nel quale ha un'abitazione permanente; se essa dispone di un'abitazione permanente in entrambi gli Stati, è considerata residente dello Stato nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha un'abitazione permanente in alcuno degli Stati, essa è considerata residente dello Stato in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati, ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati risolvono la questione di comune accordo.

Article 4 Résident 1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus y ayant leur source ou pour la fortune qui y est située. 2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats, sa situation est réglée de la manière suivante : a) Cette personne est considérée comme

un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ; b) Si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ; c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité ; d) Si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d'un commun accord.³ Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé. Cette disposition est notamment applicable aux sociétés de personnes et assimilées, constituées dans un Etat conformément à sa législation.

Articolo 24 bis T.U.I.R.

Opzione per l'imposta sostitutiva sui redditi prodotti all'estero realizzati da persone fisiche che trasferiscono la propria residenza fiscale in Italia (1). In vigore dal 01/01/2017 Modificato da: Legge del 11/12/2016 n. 232 Articolo 1 1. Le persone fisiche che trasferiscono la propria residenza in Italia ai sensi dell'articolo 2, comma 2, possono optare per l'assoggettamento all'imposta sostitutiva, di cui al comma 2 del presente articolo, dei redditi prodotti all'estero individuati secondo i criteri di cui all'articolo 165, comma 2, a condizione che non siano state fiscalmente residenti in Italia, ai sensi dell'articolo 2, comma 2, per un tempo almeno pari a nove periodi d'imposta nel corso dei dieci precedenti l'inizio del periodo di validità dell'opzione. L'imposta sostitutiva non si applica ai redditi di cui all'articolo 67, comma 1, lettera c), realizzati nei primi cinque periodi d'imposta di validità dell'opzione, che rimangono soggetti al regime ordinario di imposizione di cui all'articolo 68, comma 3. 2. Per effetto dell'esercizio dell'opzione di cui al comma 1, relativamente ai redditi prodotti all'estero di cui al comma 1 è dovuta un'imposta sostitutiva dell'imposta sui redditi delle persone fisiche calcolata in via forfetaria, a prescindere dall'importo dei redditi percepiti, nella misura di euro 100.000 per ciascun periodo d'imposta in cui è valida la predetta opzione. Tale importo è ridotto a euro 25.000 per ciascun periodo d'imposta per ciascuno dei familiari di cui al comma 6. L'imposta è versata in un'unica soluzione entro la data prevista per il versamento del saldo delle imposte sui redditi. Per l'accertamento, la riscossione, il contenzioso e le sanzioni si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni previste per l'imposta sul reddito delle persone fisiche. L'imposta non è deducibile da nessun'altra imposta o contributo. 3. L'opzione di cui al comma 1 deve essere esercitata dopo aver ottenuto risposta favorevole a specifica istanza di interpello presentata all'Agenzia delle entrate, ai sensi dell'articolo 11, comma 1, lettera b), della legge 27 luglio, entro il termine per la presentazione della dichiarazione

relativa al periodo d'imposta in cui viene 2000, n. 212 trasferita la residenza in Italia ai sensi del comma 1 del presente articolo ed è efficace a decorrere da tale periodo d'imposta. Le persone fisiche di cui al comma 1 indicano nell'opzione la giurisdizione o le giurisdizioni in cui hanno avuto l'ultima residenza fiscale prima dell'esercizio di validità dell'opzione. L'Agenzia delle entrate trasmette tali informazioni, attraverso gli idonei strumenti di cooperazione amministrativa, alle autorità fiscali delle giurisdizioni indicate come luogo di ultima residenza fiscale prima dell'esercizio di validità dell'opzione. 4. L'opzione di cui al comma 1 è revocabile e comunque cessa di produrre effetti decorsi quindici anni dal primo periodo d'imposta di validità dell'opzione. Gli effetti dell'opzione cessano in ogni caso in ipotesi di omesso o parziale versamento, in tutto o in parte, dell'imposta sostitutiva di cui al comma 2 nella misura e nei termini previsti dalle vigenti disposizioni di legge. Sono fatti salvi gli effetti prodotti nei periodi d'imposta precedenti. La revoca o la decadenza dal regime precludono l'esercizio di una nuova opzione. 5. Le persone fisiche di cui al comma 1, per sé o per uno o più dei familiari di cui al comma 6, possono manifestare la facoltà di non avvalersi dell'applicazione dell'imposta sostitutiva con riferimento ai redditi prodotti in uno o più Stati o territori esteri, dandone specifica indicazione in sede di esercizio dell'opzione ovvero con successiva modifica della stessa. Soltanto in tal caso, per i redditi prodotti nei suddetti Stati o territori esteri si applica il regime ordinario e compete il credito d'imposta per i redditi prodotti all'estero. Ai fini dell'individuazione dello Stato o territorio estero in cui sono prodotti i redditi si applicano i medesimi criteri di cui all'articolo 23. 6. Su richiesta del soggetto che esercita l'opzione di cui al comma 1, l'opzione ivi prevista può essere estesa nel corso di tutto il periodo dell'opzione a uno o più dei familiari di cui all' , purché' articolo 433 del codice civile soddisfi le condizioni di cui al comma 1. In tal caso, il soggetto che esercita l'opzione indica la giurisdizione o le giurisdizioni in cui i familiari a cui si estende il regime avevano l'ultima residenza prima dell'esercizio di validità dell'opzione. L'estensione dell'opzione può essere revocata in relazione a uno o più familiari di cui al periodo precedente. La revoca dall'opzione o la decadenza dal regime del soggetto che esercita l'opzione si estendono anche ai familiari. La decadenza dal regime di uno o più dei familiari per omesso o parziale versamento dell'imposta sostitutiva loro riferita non comporta decadenza dal regime per le persone fisiche di cui al comma 1. (1) Articolo aggiunto dall' . Ai sensi del successivo art. 1, comma 152 legge 11 dicembre 2016, n. 232 comma 159 le disposizioni contenute nel presente articolo si applicano per la prima volta con riferimento alle del citato art. 1 dichiarazioni dei redditi relative al periodo d'imposta in corso alla data di entrata in vigore della medesima legge n. (1° gennaio 2017). Vedasi anche i commi a dell' .

Oggetto: eredi in Francia a fronte di "de cuius" trasferitisi recentemente in Italia a seguito della cosiddetta normativa sui "Paperoni": Preso atto di quanto scritto nell'ultima parte del comma 1 dell'articolo 4 della Convenzione e di quanto previsto all'articolo 1 del comma 158 della legge finanziaria del 2017, ritengo prudente avvalersi del punto 5 del comma 152. Articolo 1 Comma 152Salva testo In vigore dal 01/01/2017 152. Al capo I del titolo I del testo unico delle imposte sui redditi, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, e' aggiunto, in fine, il seguente articolo: «Art. 24-bis (Opzione per l'imposta sostitutiva sui redditi prodotti all'estero realizzati da persone fisiche che trasferiscono la propria residenza fiscale in Italia). - 1. Le persone fisiche che trasferiscono la propria residenza in Italia ai sensi dell'articolo 2, comma 2, possono optare per l'assoggettamento all'imposta sostitutiva, di cui al comma 2 del presente articolo, dei redditi prodotti all'estero individuati secondo i criteri di cui all'articolo 165, comma 2, a condizione che non siano state fiscalmente residenti in Italia, ai sensi dell'articolo 2, comma 2, per un tempo almeno pari a nove periodi d'imposta nel corso dei dieci precedenti l'inizio del periodo di validità dell'opzione. L'imposta sostitutiva non si applica ai redditi di cui all'articolo 67, comma 1, lettera c), realizzati nei primi cinque periodi d'imposta di validità dell'opzione, che rimangono soggetti al regime ordinario di imposizione di cui all'articolo 68, comma 3. 2. Per effetto dell'esercizio dell'opzione di cui al comma 1, relativamente ai redditi prodotti all'estero di cui al comma 1 è dovuta un'imposta sostitutiva dell'imposta sui redditi delle persone fisiche calcolata in via forfetaria, a prescindere dall'importo dei redditi percepiti, nella misura di euro 100.000 per ciascun periodo d'imposta in cui è valida la predetta opzione. Tale importo è ridotto a euro 25.000 per ciascun periodo d'imposta per ciascuno dei familiari di cui al comma 6. L'imposta è versata in un'unica soluzione entro la data prevista per il versamento del saldo delle imposte sui redditi. Per l'accertamento, la riscossione, il contenzioso e le sanzioni si applicano, in quanto compatibili, le

disposizioni previste per l'imposta sul reddito delle persone fisiche. L'imposta non è deducibile da nessun'altra imposta o contributo. 3. L'opzione di cui al comma 1 deve essere esercitata dopo aver ottenuto risposta favorevole a specifica istanza di interpello presentata all'Agenzia delle entrate, ai sensi dell'articolo 11, comma 1, lettera b), della legge 27 luglio 2000, n. 212, entro il termine per la presentazione della dichiarazione relativa al periodo d'imposta in cui viene trasferita la residenza in Italia ai sensi del comma 1 del presente articolo ed è efficace a decorrere da tale periodo d'imposta. Le persone fisiche di cui al comma 1 indicano nell'opzione la giurisdizione o le giurisdizioni in cui hanno avuto l'ultima residenza fiscale prima dell'esercizio di validità dell'opzione. L'Agenzia delle entrate trasmette tali informazioni, attraverso gli idonei strumenti di cooperazione amministrativa, alle autorità fiscali delle giurisdizioni indicate come luogo di ultima residenza fiscale prima dell'esercizio di validità dell'opzione. 4. L'opzione di cui al comma 1 è revocabile e comunque cessa di produrre effetti decorsi quindici anni dal primo periodo d'imposta di validità dell'opzione. Gli effetti dell'opzione cessano in ogni caso in ipotesi di omesso o parziale versamento, in tutto o in parte, dell'imposta sostitutiva di cui al comma 2 nella misura e nei termini previsti dalle vigenti disposizioni di legge. Sono fatti salvi gli effetti prodotti nei periodi d'imposta precedenti. La revoca o la decadenza dal regime precludono l'esercizio di una nuova opzione. 5. Le persone fisiche di cui al comma 1, per sé o per uno o più dei familiari di cui al comma 6, possono manifestare la facoltà di non avvalersi dell'applicazione dell'imposta sostitutiva con riferimento ai redditi prodotti in uno o più Stati o territori esteri, dandone specifica indicazione in sede di esercizio dell'opzione ovvero con successiva modifica della stessa. Soltanto in tal caso, per i redditi prodotti nei suddetti Stati o territori esteri si applica il regime ordinario e compete il credito d'imposta per i redditi prodotti all'estero. Ai fini dell'individuazione dello Stato o territorio estero in cui sono prodotti i redditi si applicano i medesimi criteri di cui all'articolo 23. 6. Su richiesta del soggetto che esercita l'opzione di cui al comma 1, l'opzione ivi prevista può essere estesa nel corso di tutto il periodo dell'opzione a uno o più dei familiari di cui all'articolo 433 del Codice civile, purché soddisfino le condizioni di cui al comma 1. In tal caso, il soggetto che esercita l'opzione indica la giurisdizione o le giurisdizioni in cui i familiari a cui si estende il regime avevano l'ultima residenza prima dell'esercizio di validità dell'opzione. L'estensione dell'opzione può essere revocata in relazione a uno o più familiari di cui al periodo precedente. La revoca dall'opzione o la decadenza dal regime del soggetto che esercita l'opzione si estendono anche ai familiari. La decadenza dal regime di uno o più dei familiari per omesso o parziale versamento dell'imposta sostitutiva loro riferita non comporta decadenza dal regime per le persone fisiche di cui al comma 1». Articolo 1 Comma 153 Salva testo in vigore dal 01/01/2017 153. I soggetti che esercitano l'opzione di cui all'articolo 24-bis del testo unico delle imposte sui redditi, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, introdotto dal comma 152 del presente articolo, per i periodi d'imposta di validità dell'opzione ivi prevista, non sono tenuti agli obblighi di dichiarazione di cui all'articolo 4 del decreto-legge 28 giugno 1990, n. 167, convertito, con modificazioni, dalla legge 4 agosto 1990, n. 227, e sono esenti dalle imposte previste dall'articolo 19, commi 13 e 18, del decreto legge 6 dicembre 2011, n. 201, convertito, con modificazioni, dalla legge 22 dicembre 2011, n. 214. La presente disposizione si applica anche ai familiari di cui al comma 6 del citato articolo 24-bis del testo unico di cui al decreto del Presidente della Repubblica n. 917 del 1986. Articolo 1 Comma 158 Salva testo In vigore dal 01/01/2017 158. Per le successioni aperte e le donazioni effettuate nei periodi d'imposta di validità dell'opzione esercitata dal dante causa, ai sensi dell'articolo 24-bis del testo unico delle imposte sui redditi, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, introdotto dal comma 152 del presente articolo, l'imposta sulle successioni e donazioni di cui al testo unico delle disposizioni concernenti l'imposta sulle successioni e donazioni, di cui al decreto legislativo 31 ottobre 1990, n. 346, è dovuta limitatamente ai beni e ai diritti esistenti nello Stato al momento della successione o della donazione.

Articolo 4 Convention France-Italie in materia di imposte sulle donazioni e successioni

Domicilio fiscale.

In vigore dal 01/04/1995

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "persona domiciliata in uno Stato" designa ogni persona la cui successione o donazione è, in virtù della legislazione di detto Stato, assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone la cui successione o donazione è assoggettata ad imposta in questo Stato soltanto per i beni che ivi sono situati.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è domiciliata in entrambi gli Stati, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata come domiciliata nello Stato in cui essa dispone di una abitazione permanente; se essa dispone di una abitazione permanente nei due Stati, essa è considerata come domiciliata nello Stato con il quale le sue relazioni personali ed economiche sono le più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se essa non dispone di una abitazione permanente in alcuno degli Stati, essa è considerata come domiciliata nello Stato in cui essa soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati ovvero se essa non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata come domiciliata nello Stato di cui possiede la nazionalità;

d) se detta persona possiede la nazionalità di entrambi gli Stati, o se essa non possiede la nazionalità di alcuno di essi, le Autorità competenti degli Stati risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è domiciliata in entrambi gli Stati, essa è considerata come domiciliata nello Stato in cui è situata la sede della sua direzione effettiva.

Articolo 24 ter T.U.I.R.

ART. 24-ter. - (Opzione per l'imposta sostitutiva sui redditi delle persone fisiche titolari di redditi da pensione di fonte estera che trasferiscono la propria residenza fiscale nel Mezzogiorno).

In vigore dal 29/03/2022

Modificato da: Decreto-legge del 27/01/2022 n. 4 Articolo 6 ter

1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 24-bis, le persone fisiche, titolari dei redditi da pensione di cui all'articolo 49, comma 2, lettera a), erogati da soggetti esteri, che trasferiscono in Italia la propria residenza ai sensi dell'articolo 2, comma 2, in uno dei comuni appartenenti al territorio delle regioni Sicilia, Calabria, Sardegna, Campania, Basilicata, Abruzzo, Molise e Puglia, o in uno dei comuni di cui agli allegati 1, 2 e 2-bis al [decreto-legge 17 ottobre 2016, n. 189](#), convertito, con modificazioni, dalla [legge 15 dicembre 2016, n. 229](#), o in uno dei comuni interessati dagli eventi sismici del 6 aprile 2009, avente comunque una popolazione non superiore a 20.000 abitanti, possono optare per l'assoggettamento dei redditi di qualunque categoria, prodotti all'estero, individuati secondo i criteri di cui all'articolo 165, comma 2, a

un'imposta sostitutiva, calcolata in via forfettaria, con aliquota del 7 per cento per ciascuno dei periodi di imposta di validità dell'opzione.

2. L'opzione di cui al comma 1 è esercitata dalle persone fisiche che non siano state fiscalmente residenti in Italia ai sensi dell'articolo 2, comma 2, nei cinque periodi d'imposta precedenti a quello in cui l'opzione diviene efficace ai sensi del comma 5. Possono esercitare l'opzione di cui al comma 1 le persone fisiche che trasferiscono la residenza da Paesi con i quali sono in vigore accordi di cooperazione amministrativa.

3. Le persone fisiche di cui al comma 1 indicano la giurisdizione o le giurisdizioni in cui hanno avuto l'ultima residenza fiscale prima dell'esercizio di validità dell'opzione. L'Agenzia delle entrate trasmette tali informazioni, attraverso gli idonei strumenti di cooperazione amministrativa, alle autorità fiscali delle giurisdizioni indicate come luogo di ultima residenza fiscale prima dell'esercizio di validità dell'opzione.

4. L'opzione di cui al comma 1 è valida per i primi nove periodi d'imposta successivi a quello in cui diviene efficace ai sensi del comma 5.

5. L'opzione di cui al comma 1 è esercitata nella dichiarazione dei redditi relativa al periodo d'imposta in cui viene trasferita la residenza in Italia ai sensi del comma 1 ed è efficace a decorrere da tale periodo d'imposta.

6. L'imposta è versata in unica soluzione entro il termine previsto per il versamento del saldo delle imposte sui redditi. Per l'accertamento, la riscossione, il contenzioso e le sanzioni si applicano, in quanto compatibili, le disposizioni previste per l'imposta sui redditi. L'imposta non è deducibile da nessun'altra imposta o contributo.

7. L'opzione è revocabile dal contribuente. Nel caso di revoca da parte del contribuente sono fatti salvi gli effetti prodotti nei periodi d'imposta precedenti. Gli effetti dell'opzione non si producono laddove sia accertata l'insussistenza dei requisiti previsti dal presente articolo, ovvero cessano al venir meno dei medesimi requisiti. Gli effetti dell'opzione cessano, altresì, in caso di omesso o parziale versamento dell'imposta sostitutiva di cui al comma 1 nella misura e nel termine previsti, salvo che il versamento dell'imposta sostitutiva venga effettuato entro la data di scadenza del pagamento del saldo relativo al periodo d'imposta successivo a quello a cui l'omissione si riferisce. Resta fermo il pagamento delle sanzioni di cui all'[articolo 13, comma 1, del decreto legislativo 18 dicembre 1997, n. 471](#), e degli interessi. La revoca o la decadenza dal regime precludono l'esercizio di una nuova opzione.

8. Le persone fisiche di cui al comma 1 possono manifestare la facoltà di non avvalersi dell'applicazione dell'imposta sostitutiva con riferimento ai redditi prodotti in uno o più Stati o territori esteri, dandone specifica indicazione in sede di esercizio dell'opzione ovvero con successiva modifica della stessa. Soltanto in tal caso, per i redditi prodotti nei suddetti Stati o territori esteri si applica il regime ordinario e compete il credito d'imposta per i redditi prodotti all'estero. Ai fini dell'individuazione dello Stato o territorio estero in cui sono prodotti i redditi si applicano i medesimi criteri di cui all'articolo 23.